

GRUPPO DI STUDIO E  
D'INFORMAZIONE  
PER LA SVIZZERA ITALIANA  
«COSCIENZA SVIZZERA»

*Documentazione  
informativa*

Aprile 1977

## Sommario:

UNICEF

1. UNICEF: Fatti e cifre (1976-1977)  
(in lingua francese)

CHAUVEAU J.F.; DUTAC P.

2. *I partiti politici in Europa (I)*  
(in lingua francese)

3. *I partiti politici in Europa (II)*  
(in lingua francese)

UNESCO

4. *Ricapitolazione dei problemi e degli obiettivi dell'UNESCO  
per gli anni 1977-1982*  
(in lingua francese)

# Les partis politiques Europe (I)

## REPUBLIQUE FEDERALE ALLEMAGNE

Les élections du 19 novembre 1972 ont accentué l'évolution du système politique allemand vers un parlementarisme majoritaire, et ainsi vers un libéralisme ; on assiste à la relative disparition des partis secondaires. Seuls restent en lice la C.D.U., le FDP et le SPD.

### Le parti démocrate chrétien

La C.D.U. se réclame de la foi et de la pensée chrétienne. Elle se veut un « parti populaire chrétien ». Sa pensée économique l'apparente aux autres partis conservateurs et libéraux d'Europe occidentale, attachés à la libre entreprise et à la défense du capitalisme.

Dirigée par la forte personnalité du Chancelier Helmut Schmidt, la C.D.U. a efficacement contribué à l'évolution politique et économique de l'Allemagne.

Qu'elle ne soit plus hostile à la signature d'un traité avec l'Est, elle n'a donné son consentement qu'au traité avec la Pologne qu'au dernier moment. Divisée sur la politique sociale (projet de la cogestion), concurrencée par le SPD sur son propre programme économique, la C.D.U. est à la recherche d'un programme politique et complet. Après quelques tentatives infructueuses, elle a trouvé un leader : Helmut Schmidt, premier ministre du Land Rhénanie-Palatin. Schmidt mène le combat électoral sous le slogan « le socialisme au lieu de socialisme ». Sur sa droite, le SPD, concurrencée par son alliée, la C.S.U. (Christlich-Sozial-Union, dite CSU, bavaroise), qui, dotée d'une direction vigoureuse (Franz Josef Strauss) est moins atteinte par les échecs électoraux.

### Le parti socialiste

Helmut Schmidt l'a fait évoluer de parti marxiste en parti réformiste. Son succès actuel était dû également à la personnalité de W. Brandt et à sa politique d'ouverture à l'Est qu'aucun homme politique allemand avant lui n'avait osé proposer. La retraite de Brandt comme Chancelier, causée par une affaire d'espionnage, a moins nui au SPD que la récession économique à partir de 1974. Le SPD combat aux côtés du Chancelier Helmut Schmidt et avec le F.D.P. pour maintenir son régime social-libéral. Tout en bénéficiant du soutien des jeunes attirés par le programme avancé (réforme fiscale) de l'aile gauche du parti et des « jusos » (jeunes socialistes), le SPD tente de se poser en parti libéral et socialiste, du juste milieu. Parti ouvrier à l'origine, il diversifie sa clientèle et mord sur l'électorat catholique et rural de la C.D.U.

### III. - Le parti libéral

Le F.D.P., parti libéral, voit ses positions renforcées, autant par le fait qu'il a abandonné son rôle de parti charnière, s'alliant au plus offrant, que par la garantie qu'il représente aux yeux de l'électeur ; il joue en effet un rôle modérateur face à son allié socialiste en matière de réformes sociales. Le F.D.P. a redéfini son idéologie « le libéralisme social ». Tout en ayant opté pour une voie prudemment réformiste, il ne se pose plus en champion de la propriété privée, et ne rejette plus l'idée de cogestion. Ayant rompu avec sa clientèle nationale et conservatrice, il s'attache à gagner les voix des cadres, des dirigeants des petites et moyennes entreprises et des travailleurs indépendants, la bourgeoisie non confessionnelle et l'électorat ouvrier traditionnel.

### IV. - Les petits partis

Longtemps interdit, le parti communiste (D.K.P.) ne représente qu'une frange de l'électorat.

## RIQUE

Le système politique belge s'est formé suivant les divergences sociales et confessionnelles. Cependant, l'incapacité des partis traditionnels issus du 19<sup>e</sup> siècle, à traduire les nouvelles revendications politiques et à résoudre le problème de la forme de l'Etat (fédéraliste ou unitaire), a entraîné l'apparition ou le développement de partis nationalistes formés suivant le clivage linguistique.

Les partis traditionnels :

Le P.S.C.-C.V.P. (**parti social-chrétien**), avec 1 000 000 d'adhérents, est le parti le plus important et joue un rôle prépondérant dans la direction des affaires du pays en participant à presque toutes les élections gouvernementales. Il ne présente pas une véritable doctrine économique et politique unique, et a opté pour un réformisme modéré. Il lutte cependant pour des objectifs à court terme. Les deux ailes du parti sont de plus en plus en partis autonomes. L'aile wallonne (P.S.C.), dominée par la bourgeoisie conservatrice, diffère assez sensiblement de l'aile flamande (C.V.P.), plus progressiste. Le C.V.P., premier parti en Flandre, est soucieuse de traduire les préoccupations culturelles et linguistiques des ailes du Mouvement flamand.

Le P.S.B.-B.S.P. (**parti socialiste belge**), est le parti le moins touché par les difficultés linguistiques. En effet, les classes ouvrières des deux langues ont des intérêts communs. Il a des liens étroits avec l'ensemble du mouvement socialiste (syndicats, coopératives) qui lui assurent des ressources et cohésion.

Pour sortir le pays de l'« impasse communautaire », le parti socialiste belge propose une « fédéralisation » à trois : Flandre, Wallonie, Bruxelles. Cette formule accorde une certaine autonomie économique et politique réelle aux régions.

Le P.L.P.-P.V.V. (**parti pour la liberté et le progrès**) représente la tendance libérale classiquement opposée aux nationalisations, favorable à la concentration des pouvoirs du gouvernement et à l'agitation syndicale. Ancien parti radical, il a abandonné tout anticléricalisme et étendu sa clientèle électorale, formée de fonctionnaires, petits entrepreneurs, etc. Trois tendances autonomes représentant les intérêts des Flamands (P.V.V.), wallons (P.L.P.) et bruxelloise (P.L.).

Le P.C. (**parti communiste**), implanté surtout en Wallonie, favorable au fédéralisme, a tenté de profiter au mouvement fédéraliste francophone, afin d'élargir son audience. Il n'a remporté que des succès limités.

En faveur des élections communales (octobre 1976), on assiste en Wallonie à des regroupements politiques allant dans le sens d'un « rassemblement des progressistes » avec la participation de démocrates-chrétiens, de socialistes et de communistes.

nationaliste flamand, visant à traduire le mouvement culturel et économique de promotion flamande, il s'est orienté vers une vision plus totale de la société. Développant un programme de radicalisme social, il est entré en concurrence avec le C.V.P.

2) **Le Rassemblement Wallon (R.W.)** fait partie du gouvernement depuis 1975. Préoccupé de la réforme régionale de l'Etat, il est partagé entre la recherche d'un fédéralisme avoué, soucieux des intérêts de la Wallonie, et la promotion d'une réforme moins radicale qui serait acceptée par la population francophone de Bruxelles et, en particulier, par le F.D.F., partenaire politique du R.W.

3) **Le F.D.F. (Front des francophones)** a été créé par des personnalités bruxelloises devant l'impuissance des partis traditionnels à résister à la pression des Flamands. Répondant aux aspirations des Bruxellois, il a remporté des succès électoraux lors des scrutins nationaux et communaux.

## DANEMARK

**Le Parti Social-Démocrate** (Socialdemokratiet)

Fondé en 1871 et depuis 1884 toujours représenté au Parlement (Folketing). Depuis 1924 le plus grand parti du pays.

Marxiste à l'origine, il s'oriente très vite vers le réformisme sous l'influence du mouvement syndical (mouvement coopératif professionnel). Le parti préconise un socialisme démocratique, dont le but est : libérer l'individu, assurer son bien-être social et lui permettre de se développer librement tout en demeurant responsable envers la communauté à laquelle il appartient. Le progrès économique et le plein emploi doivent être garantis dans l'intérêt général ; les intérêts de l'individu doivent passer avant ceux du profit privé. Les tâches sociales communes doivent être planifiées et la propriété privée conservée, compte tenu du bien commun ; la propriété privée comme publique doivent pouvoir exister côte à côte. L'individu doit avoir le droit et le devoir d'exercer son influence sur la gestion des entreprises et de la société, ainsi que de participer aux responsabilités qui s'y rattachent.

La politique sociale du parti social-démocrate, ses nombreuses participations au gouvernement, ont eu pour résultat que le système social danois est très homogène et fort avancé. Les dernières années pourtant une vive réaction contre le programme social du parti s'est manifestée et ceci à cause des charges fiscales élevées qui doivent permettre de réaliser ce programme social. A cela s'ajoute ces deux dernières années, l'augmentation du chômage structurel et une inflation grandissante, quoi qu'en ce moment une légère tendance de redressement économique se manifeste.

## **Parti Libéral (Venstre)**

Créé en 1870, ce parti est issu des « Amis paysans » (Bondevennerne) qui était déjà présent dans le premier parlement (1849).

Le libéral moderne qui a abandonné le socialisme orthodoxe, il se base sur une politique économique libérale en laissant la plus grande liberté à la libre concurrence dans la production et le monde des affaires. La propriété est un élément nécessaire, mais les cadres de base de la concurrence doivent être définis par l'Etat.

Le revenu égal, impôt égal : l'imposition doit se faire en fonction des ressources. L'Etat doit lutter contre la fraude fiscale. Son intervention dans la production des entreprises privées est rejetée. L'administration doit rationaliser pour économiser l'argent. Le P.L. préconise la participation des travailleurs à l'élaboration des décisions dans les entreprises.

Le plan social le parti vise au bien-être de l'individu et à celui de la société. Il ne faut pas seulement développer les grands centres urbains, mais il faut davantage développer les zones rurales de moindre importance.

À l'origine le parti libéral recrutait ses adhérents surtout parmi les cultivateurs, les fonctionnaires, les employés et les commerçants indépendants des régions rurales. L'exode rural des années 50-60 a permis au parti de trouver aussi des adhérents parmi les classes moyennes des villes.

## **Parti Radical (Det Radikale Venstre)**

Créé en 1905 par une aile radicale des socialistes, opposée à l'augmentation des dépenses militaires, ce parti est toujours anti-militariste et a été très opposé à l'entrée du Danemark à l'OTAN.

Le parti œuvre pour que le Danemark emploie ses forces pour arriver à un désarmement international contrôlé. Le parti voit l'Etat collaborer avec le commerce et l'industrie pour promouvoir l'initiative privée ; selon lui les démarcations artificielles entre les corps de métier doivent disparaître, la participation aux bénéfices doit être développée et l'accès à une activité indépendante doit être facilité à chaque citoyen. Le parti cherche à empêcher des conflits de travail dans les secteurs vitaux de la société. Selon lui le gouvernement et le parlement doivent coopérer avec les organisations professionnelles et économiques pour le maintien du niveau de l'emploi.

Le parti doit être à la fois direct et indirect en ce qui concerne le principe de l'impôt proportionnel sur les ressources. La valeur de la terre doit être évaluée par les communes.

Les adhérents de ce parti se trouvent parmi les cultivateurs, les commerçants, les fonctionnaires, les employés et les intellectuels. Ces derniers radicaux qui souvent soutiennent le mouvement social-démocrate dans sa politique économique.

## **Parti Communiste Danois**

(Kommunistiske Parti)

## **Le Parti Populaire Socialiste**

(Socialistiske Folkeparti)

Le Parti populaire socialiste, formé aux élections de 1960 d'une scission dans le Parti communiste danois, tend à susciter au Danemark un mouvement populaire capable de faire du Danemark un pays socialiste en mettant l'accent sur la démocratie industrielle dans les affaires économiques. Un véritable système de pluralisme de partis devra être maintenu ainsi que le droit à l'opposition. Le parti est contre l'armement et agit pour une détente entre les blocs et veut que le Danemark se retire de l'OTAN.

Il est partisan d'une politique de planification économique et veut la nationalisation de la Banque Nationale et d'un certain nombre d'entreprises à monopole. Les impôts doivent être progressifs, la sécurité sociale encore développée et l'enseignement supérieur rendu indépendant des moyens financiers des parents.

Le parti recrute surtout parmi les ouvriers, les intellectuels et les jeunes universitaires.

## **Le Parti Socialiste de Gauche**

(Venstresocialisterne)

Ce parti fut fondé en 1967 par 6 membres du Folketing qui se retirèrent du parti socialiste populaire après avoir voté contre un projet de loi qui permettait d'intervenir dans les accords du travail, et qui avait eu l'appui du parti social-démocrate, et du reste du parti populaire socialiste.

Le but des socialistes de gauche est un Danemark socialiste qui doit sortir de l'OTAN et participer à la coopération nordique pour dissoudre les blocs militaires. Le parti préconise une coopération nordique sans affiliation à la C.E.E. et un commerce accru avec les pays de l'Est. Les banques devront être soumises au contrôle de l'Etat et coopérer à une politique de planification économique, comportant le règlement des conditions de travail et des conditions sociales. La construction des logements doit être supportée par l'Etat et l'éducation démocratisée.

Le parti recrute dans quelques milieux ouvriers ainsi que parmi les jeunes universitaires.

## **Le Parti Populaire Conservateur**

(Det Konservative Folkeparti)

Issu de l'ancienne « Droite » (Højre) qui avait été représentée au parlement depuis 1849, il rompit en 1916 avec la politique réactionnaire de ce parti en promulguant un programme de réforme.

Le parti milite en faveur d'un progrès démocratique sans sacrifier la liberté de l'individu et basé sur un humanisme chrétien. Il est opposé à la fois à un libéralisme démodé et à un socialisme orthodoxe.

argne privée encouragée. La sécurité sociale être assurée aux particuliers dans le besoin. Le parti recrute surtout dans la classe moyenne fonctionnaires et des commerçants, parmi les grands et moyens propriétaires fonciers, ainsi que chez les intellectuels.

### Parti du Progrès (Fremskridtparti)

Le parti qui apparaît pour la première fois sur la scène électorale aux élections de décembre 1973 et qui remporte alors 28 sièges au Parlement. Créé par l'avocat Mogens Glistrup, le parti lutte surtout contre les lourds impôts que le gouvernement danois inflige à la population. Il est très difficile de parler d'un programme de ce parti. Il veut diminuer les dépenses publiques financées par les impôts, le parti veut réduire les avantages sociaux, abolir l'enseignement gratuit, diminuer les dépenses pour le secteur culturel, et même réduire l'armée. Selon Monsieur Glistrup il suffit d'ouvrir une ligne téléphonique avec Moscou pour parler aux Russes qu'ils peuvent entrer si facilement ils désirent envahir le Danemark.

Enfin, avec sa promesse d'abolition des impôts le parti du progrès est arrivé aux dernières élections de janvier 1975 à remporter 24 sièges au Parlement ce qui veut dire qu'il est le troisième parti du pays après le parti libéral-démocrate avec 51 sièges et le parti libéral avec 42 sièges.

Le parti du progrès recrute ses adhérents et électeurs surtout dans la classe moyenne, les commerçants et fonctionnaires, mais également dans certaines groupes de travailleurs spécialisés.

### Parti Populaire Chrétien (Kristeligt Folkeparti)

Il s'agit d'un nouveau parti qui s'est formé aux élections de décembre 1973. Ce parti est le président est un catholique, agit surtout sur le plan éthique et lutte, par exemple, pour abolir la loi sur l'avortement libre et sur la régulation sexuelle et affective dans les écoles.

## FINANCE

Pendant ces années 1973-1974, la vie politique danoise s'est orientée vers une bipolarisation croissante. Celle-ci résulte en large partie de l'élection du Président de la République au suffrage universel et de la nécessité de constituer un Parlement une majorité de suffrages pour limiter l'action du président. Ainsi, l'élection de Valdemar Poulsen à la présidence de la République en mai 1974 a consacré la disparition du centre au profit d'un élargissement de la scène présidentielle qui groupe désormais

la Gauche. Seul, le PSU (Parti Socialiste Unifié) de tendance révolutionnaire, et proche des mouvements gauchistes, se situe dans l'opposition sans adhérer au Programme commun. A l'extrême droite, quelques éléments isolés ont une signification politique dérisoire.

## I. - La majorité présidentielle

1) **L'UDR (Union des Démocrates pour la République)**: sa doctrine est étroitement liée au rôle historique joué par la Général de Gaulle et au maintien de son héritage politique. Son but est de regrouper les Français pour soutenir les institutions de la Vème République. L'UDR qui réunit les suffrages des conservateurs et des libéraux, a même attiré les suffrages du Centre, voire de la gauche. Attachée à la libre entreprise et à l'organisation d'un capitalisme tempéré, elle joue encore un rôle déterminant dans l'équilibre de la majorité présidentielle.

2) **Les Républicains Indépendants** ont connu un accroissement de leur rôle depuis l'accession de leur leader à la Présidence de la République. Ce parti attire un certain nombre de jeunes par son aspect dynamique, et il est lié à de nombreux clubs. Il défend un capitalisme moderne plus libéral, c'est-à-dire moins favorable aux interventions des pouvoirs publics. Il a adopté une attitude plus européenne que l'UDR, se rapprochant par là des centristes.

3) Les diverses tendances centristes qui appartiennent maintenant à la majorité, se sont regroupées dans l'espoir de contrebalancer avec les R.I. l'influence de l'UDR.

## II. - L'Union de la Gauche

1) **Le Parti Socialiste** s'est engagé depuis 1971 dans la voie d'une rénovation profonde (sous l'influence de la Convention des institutions républicaines de M.F. Mitterand). L'idéal d'une société socialiste démocratique a retrouvé une vigueur nouvelle, tandis que le parti socialiste s'engage dans une stratégie d'union de la gauche où le parti socialiste joue depuis les dernières élections un rôle central. Bien que parfois critique à l'égard du Marché Commun, le P.S. s'est déclaré résolument favorable à la construction européenne.

2) **Le Parti Communiste** connaît une évolution certaine; il admet le passage à une société révolutionnaire sans violence, ne rejette plus catégoriquement le pluralisme des partis et prend une certaine indépendance face à l'URSS.

3) **Les Radicaux de Gauche** constituent la

ains aspects de la vie politique irlandaise ont été fortement influencés par l'exemple britannique. C'est le cas du « gouvernement de cabinet » qui a été préféré à la formule du « gouvernement présidentiel » comme aux Etats-Unis. Les attitudes de l'indépendance irlandaise ont favorisé le bipartisme mais l'usage intelligent du système de représentation proportionnelle a évité toute polarisation excessive et a permis de recueillir toutes les nuances de l'opinion publique.

Le clivage entre les deux principaux partis existait au moment de l'indépendance ; le **Fine Gael** étant partisan du Traité contrairement au **Fianna Fáil** plus séparatiste de Eamon de Valera. La différence qui s'appuyait partiellement sur des raisons idéologiques, d'une part, et sur des orientations tactiques, d'autre part, a conduit le **Fianna Fáil** à s'appuyer principalement sur les paysans et les ouvriers, tandis que le **Fine Gael** recevait le soutien des classes moyennes, des grands fermiers et des milieux d'affaires plus fortunés. Cependant, à l'usage, ce sont les idées des partis pragmatiques du centre, prévalant dans l'ensemble de la population, qui ont fait que le **Fianna Fáil** garde toujours une couleur plus républicaine. Organisés à l'échelle nationale, ils disposent de structures solides à trois niveaux : local, district, comté et national. La force de chaque parti résulte des appuis locaux et d'un large recrutement qui assure leur succès. La vie politique est très personnelle et donne aux leaders un poids important à tous les niveaux du local au national.

La bipolarisation du système des partis est maintenue par l'existence de partis plus petits et plus importants est le **Parti travailliste** (**Labour Party**). Pendant les premières années de la République, ce parti était très important mais n'a pas réussi à obtenir l'appui permanent des travailleurs, il a dû céder sa place parmi les autres partis. Il a des liens étroits avec les syndicats et présente une organisation plus rigoureusement structurée que les deux grands partis. L'électorat comprend une forte proportion d'ouvriers, d'employés et d'artisans, tant à la campagne que dans les régions industrialisées. Orienté vers un réformisme prudent et, selon les circonstances, il ne représente pas une alternative socialiste radicalement différente. Cela résulte d'ailleurs, de son désir de faire partie de coalitions de coalition avec les plus grands

circumstances historiques ont empêché la consolidation et le développement d'autres partis, la représentation proportionnelle favorise toujours les plus petits. Les partis d'extrême gauche n'ont pas acquis un appui populaire important — dans un pays où le catholicisme est dominant et conservateur — pour être représentés au Parlement. Les difficultés actuelles en matière

Les partis politiques italiens sont nombreux, cependant deux forces dominantes se dégagent : la Démocratie chrétienne, et le Parti communiste.

I. - **La Démocratie chrétienne** est née de la chute du fascisme par la publication du « Manifeste de Milan » (25 juillet 1943). Elle n'a jamais quitté le pouvoir depuis le premier gouvernement Alcide de Gasperi, du 10 décembre 1945. Parti de majorité relative (48,5 % aux premières élections politiques de 1948 ; 38,7 % aux élections de juin 1976), elle a été au centre de toutes les coalitions gouvernementales.

Elle est très puissante et liée à l'Eglise catholique. Elle s'appuie sur deux organisations paysannes : l'une réunissant les propriétaires (Confédération Nationale des Agriculteurs), l'autre des petits et moyens exploitants (Confédération Nationale des Cultivateurs Directs), sur les syndicats ouvriers chrétiens ainsi que sur une large partie du patronat, de la bureaucratie et de la hiérarchie de l'Eglise.

Le pragmatisme est son principe dominant, tant pour la détermination de son programme que pour le choix de ses candidats ou de ses alliés. Il en est de même de ses relations avec l'Eglise. « Parti de catholiques et non des catholiques », elle est non confessionnelle, et aucun lien formel ne la rattache au Vatican. Elle est traversée par huit tendances, qui vont du Centre droit avec les « Dorotei », qui forment le groupe majoritaire du parti, à la gauche avec les groupes « Base » et « Forze nuove ».

## II. - Le parti communiste :

La seconde force politique est représentée par le parti communiste qui est le plus important du monde occidental, avec un million cinq cent mille adhérents. Sa force électorale est augmentée sans cesse (juin 1946 : 19 % ; juin 1976 : 34,4 %), notamment dans les classes moyennes (petite bourgeoisie, artisans, commerçants, intellectuels), parmi les jeunes et les catholiques « post-conciliaires ».

Comme la Démocratie chrétienne et les socialistes, le P.C.I. s'appuie sur son syndicat. Il apparaît aux yeux du monde occidental comme le parti communiste le plus ouvert et le plus indépendant des Soviétiques. Fortement marqué par Gramsci, puis par Togliatti, il poursuit sa recherche idéologique d'une voie d'accès démocratique à l'établissement du socialisme. Il est partisan de l'intégration européenne.

## III. - Les socialistes :

Les socialistes pourraient représenter une force importante, mais ils sont divisés en trois tendances, ce qui altère leur dynamisme : le Parti Social Démocrate (P.S.D.I.), hostile à toute alliance avec les communistes (meilleur succès électoral en 1962 : 6,1 % ; 2,4 % en 1976), et le

entente avec les communistes. Son meilleur résultat électoral, en 1958 : 14,2 % ; juin 1976 :

Il faut mentionner le Parti Socialiste italien prolétarienne, proche du parti communiste et son allié pour les élections.

Les autres partis, moins importants :

Le Centre est représenté faiblement, par les **italiens modérés de gauche** à volonté chrétienne et technocratique (3,1 % en 1976), et les **libéraux** qui représentent la droite classique.

L'extrême-droite rassemble, depuis 1970, les monarchistes du P.D.I.U.M. (Parti démocratique d'unité monarchistes) et le M.S.I. (Mouvement social italien) d'inspiration néo-fasciste. La formation, sous le sigle D.N. (**Droite nationale**) a remporté 9,2 % des votes en 1972, mais seulement 6,1 % en 1976.

L'extrême-gauche, le « Parti d'unité prolétarienne pour le communisme », « Avant-garde rouge » et « Lutte continue » ont réalisé une alliance électorale (« **Démocratie prolétarienne** »), qui a obtenu 1,5 % des votes, consacrant ainsi l'entrée au Parlement de forces jadis « parlementaires ».

Le **Parti radical** », formation très petite mais efficace (succès du referendum pour le référendum, en 1974), s'est présenté pour la première fois aux élections politiques en juin 1976, et a obtenu 1,1 %.

## LUXEMBOURG

La vie politique du Grand-Duché est dominée par trois formations : le parti chrétien-social (P.C.S.), le parti ouvrier socialiste luxembourgeois (P.O.S.L.) et le parti démocratique libéral (D.P.).

Après les dernières élections en 1973, il y a un gouvernement de coalition socialiste-libérale et à la chambre la répartition politique est la suivante :

### Gouvernement socialiste-libéral

parti ouvrier socialiste luxembourgeois (P.O.S.L.)	17 sièges
parti démocratique libéral (D.P.)	14 sièges
—	—
	31

### Opposition

parti chrétien-social (P.C.S.)	18 sièges
parti social-démocrate (P.S.D.)	5 sièges
parti communiste luxembourgeois (P.C.L.)	5 sièges
—	—
	28

Les trois principales formations (P.C.S., P.O.S.L., P.S.D.) sont implantées sur tout le territoire.

Le parti social-démocrate (P.S.D.) est dû à une scission du parti ouvrier socialiste (P.O.S.L.) et présente une tendance socialiste moins orientée vers la gauche que le parti ouvrier socialiste.

## PAYS-BAS

La vie politique des Pays-Bas est caractérisée par la multiplicité des partis qui est due à l'application d'une représentation proportionnelle intégrale. Cependant, la répartition des partis se fait suivant deux clivages principaux, l'un confessionnel, l'autre social.

### I. - Les partis confessionnels

#### 1°) Le K.V.P. (Parti populaire catholique)

À l'origine, parti d'une minorité, très localisé, le K.V.P. a étendu son audience et est devenu le deuxième parti des Pays-Bas. Fondé sur des principes chrétiens, il regroupe surtout des catholiques, mais reçoit aussi les voix de non catholiques. En effet, il est un parti du centre ayant modéré son caractère conservateur initial. Il compte actuellement moins de 100.000 adhérents.

#### 2°) Les partis protestants : l'A.R.P. et le C.H.U.

Il n'existe pas de différence profonde entre ces deux partis, qui travaillent d'ailleurs souvent ensemble au niveau local. Le C.H.U. avec 45.000 adhérents est moins bien organisé que l'A.R.P. dont les 93.000 membres ont une action militante plus intense.

3°) Les partis confessionnels subissent un déclin, surtout dans les villes, consécutif au recul de la pratique religieuse. D'autre part, ces partis connaissent en leur sein des tendances plus radicales. Elles ont parfois abouti à des scissions, telles celle du S.G.P. et du G.V.P., partis calvinistes ultra-orthodoxes, hostiles à la libéralisation des mœurs, ou celle, à l'inverse du P.P.R. formé des catholiques de gauche du K.V.P. qui est hostile à l'OTAN et souhaite une réduction des dépenses consacrées à la défense.

Depuis la fin des années soixante, les trois partis confessionnels (K.V.P., A.R.P. et C.H.U.) sont à la recherche d'une fusion possible : l'**Appel chrétien-démocrate**. Une décision définitive sera sans doute prise en septembre 1976. Une des difficultés provient du fait que le K.V.P. et l'A.R.P. font actuellement partie du gouvernement, tandis que le C.H.U. est dans l'opposition.

### II. - Les partis issus du clivage social

#### A) La Droite

#### 1°) Le parti pour la liberté et la démocratie (V.V.D.)

Anticlérical à l'origine, le parti libéral a modéré cette tendance ; il se contente, à l'instar des socialistes, de refuser le clivage confessionnel. Il s'appuie sur les classes moyennes et les professions libérales et représente la tendance favorable à la libre entreprise et à l'initiative individuelle. L'influence de son aile gauche est peu importante. Il reçoit l'appui financier des milieux d'affaires et de l'industrie et regroupe plus de 80.000 adhérents. Le V.V.D. est dans l'opposition depuis 1972.

nticléricalisme et tente de mordre sur  
rat confessionnalisé. Il est actuellement le  
rand parti des Pays-Bas et fait partie du  
nement. Il compte 130.000 adhérents,  
s principalement parmi les travailleurs  
s de l'industrie, les employés et les fonc-  
res et dispose du soutien financier du  
at socialiste N.V.V. La « nouvelle gauche »  
ti souhaite une approche plus radicale de  
tique économique, un accroissement de  
au développement et de l'indépendance  
ux Etats-Unis ; en outre, elle combat les  
ns du parti favorable à l'OTAN.

Une fraction de cette aile gauche s'est  
e en 1957 et a formé le **Parti socialiste**  
e qui préconise le retrait de l'OTAN et le  
ement unilatéral. Le P.S.P. reçoit l'appui  
ix d'une partie de la jeunesse.

es dissidents de droite du PvdA se sont  
és dans le **parti D 70** qui tend à maintenir  
ité des Pays-Bas à l'OTAN.

n groupe de journalistes, universitaires et  
nnaires a fondé le parti « **Democraten '66** »  
e but est de rénover le style de la vie  
e. Il préconise le remplacement de la  
entation proportionnelle par le scrutin  
aire afin de permettre une restructuration  
tème des partis. De plus, il revendique  
on directe du Premier Ministre et l'inter-  
de tout changement dans la composition  
inet sans que les électeurs soient consul-  
ne regroupe que 4.000 adhérents, mais  
cie du soutien des jeunes.

le P.P.R. (**Parti politique de radicaux**),  
sé à l'origine de dissidents du K.V.P., a  
un grand nombre de voix aux élections  
'72. Il accorde beaucoup d'importance à  
ssemment d'un environnement équilibré pour  
la croissance économique ne doit pas se  
au détriment de l'équilibre économique.  
pourquoi il s'oppose à la construction de  
es nucléaires. Aux yeux du P.P.R., les  
s du Tiers monde occupent une place  
ante. Son électorat est relativement jeune.

le **Parti communiste** (C.P.N.) est fortement  
té dans les zones industrielles et portu-  
mais ne compte que 10.000 militants. Il a  
pris une rénovation et affirmé son indépen-  
doctrinale par rapport au parti communiste  
n Soviétique. Comme le P.S.P., il est hostile  
intin des Pays-Bas dans le cadre de  
i. En 1972, il a obtenu 4,5 % des voix.

## ROYAUME-UNI

ystème politique britannique repose sur le  
sme. Bien que diverses, les forces politi-  
du pays se regroupent au sein de deux  
partis : le parti conservateur et le parti  
iste.

endant, une troisième force survit : le parti

et le « développement organique » (« organic  
change ») de la société qui doit s'accomplir  
naturellement, sans à-coups. Le pragmatisme est  
porté ainsi au niveau de l'idéologie. Le but de la  
réflexion politique du parti est donc de suivre  
l'évolution de la société et de proposer des  
aménagement progressifs. Ses conceptions dans  
le domaine social ont conduit le parti conserva-  
teur à ajouter des éléments importants à la  
politique sociale du pays (« Welfare State »).

Le parti rassemble des tendances très diffé-  
rentes qu'il favorise tour à tour, en fonction des  
desiderata de l'électorat. Les mutations se font  
sans crise, et d'autant plus rapidement que le  
parti n'est pas lié de façon irréversible à l'une  
de ces tendances. Ainsi, en ce moment, la  
situation financière du pays, le développement  
de l'unification européenne et la collaboration  
avec les syndicats sont les éléments dominants  
de sa stratégie.

### Le parti travailliste

Les travaillistes (« Labour Party ») croient que  
l'homme a le devoir d'intervenir pour transformer  
la nature de la société dans laquelle il vit.

Depuis 1918, les statuts du parti travailliste  
l'incitent à favoriser « la propriété commune des  
moyens de production, de distribution et d'échan-  
ges ». Ceci ne s'applique cependant pas aux  
petites entreprises et la nationalisation ne peut  
être introduite qu'après avoir été appuyée par  
l'électorat. Les travaillistes veulent que les droits  
démocratiques et parlementaires soient toujours  
pleinement respectés.

Le parti travailliste a une structure largement  
démocratique et il a établi des liens opération-  
nels avec les syndicats, tant à la base qu'au  
niveau national. Il souhaite représenter tous ceux  
qui travaillent « des mains ou de la tête ».

Il désire mettre fin à l'intolérance nationaliste  
et raciale et encourage toute coopération inter-  
nationale dans la lutte pour l'abolition de la  
pauvreté où qu'elle soit.

### Le parti libéral

Le parti libéral a été le premier parti britan-  
nique à promouvoir l'adhésion du Royaume-Uni  
aux Communautés européennes. Les libéraux  
pensent qu'il est indispensable d'accroître la  
cohésion politique de la Communauté et c'est  
pourquoi ils souhaitent depuis longtemps que les  
membres du Parlement européen soient élus, le  
plus rapidement possible, au suffrage universel  
et proportionnel direct.

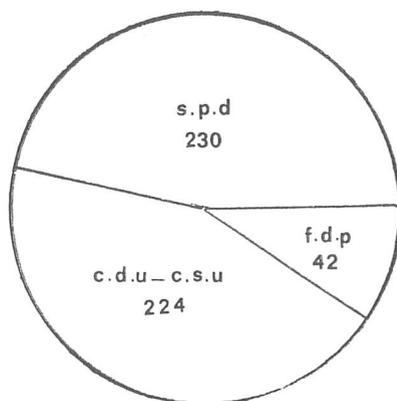
Depuis de longues années, le parti libéral a  
soutenu l'idée de cogestion dans l'industrie et a  
attaqué la « politique de classes » menée par les  
partis conservateur et travailliste. Il défend l'idée  
d'un système économique libéral et dynamique  
qui permettrait de subvenir aux charges d'un  
système social avancé tel que notre société  
système britannique de parti libéral et travailliste.

## REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE

Composition de la Diète (Bundestag) \*

PARTIS	SIEGES
Social-démocrate (S.P.D.)	230
Chrétien-démocrate et parti chrétien-social (C.D.U. - C.S.U.)	224
Libéral (F.D.P.)	42

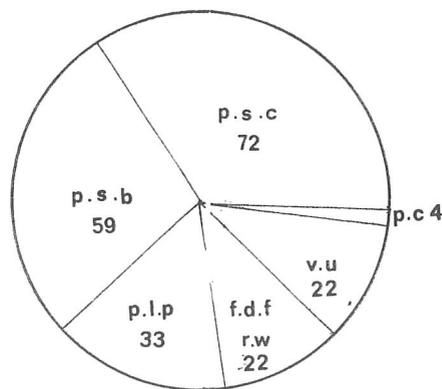
Élections en octobre 1976



## ROYAUME BELGE

Composition de la Chambre des Représentants

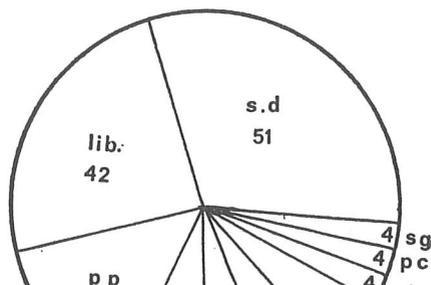
PARTIS	SIEGES
(Parti social chrétien)	72
(Parti socialiste belge)	59
(Parti de la Liberté et du Progrès)	33
(Front démocratique des Francophones)	22
Rassemblement Wallon (R.W.)	22
Union (Nationalistes Flamands) (V.U.)	22
Parti communiste	4



## REPUBLIQUE DANOISE

Composition du Folketing (Assemblée du peuple)

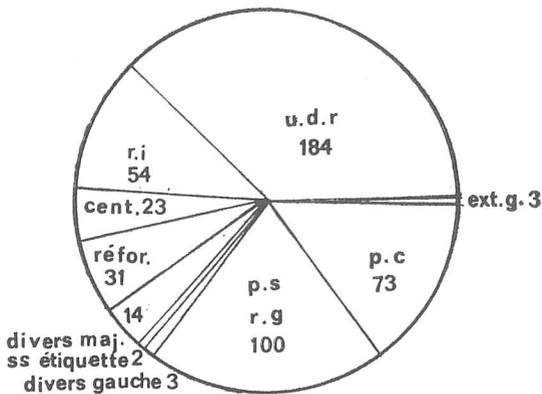
PARTIS	SIEGES
Social-démocrate	51
Libéral (Venstre)	42
du Progrès	24
radical-libéral (Radikale Venstre)	13
populaire conservateur	10
populaire chrétien	9



**CE**

Composition de l'Assemblée Nationale

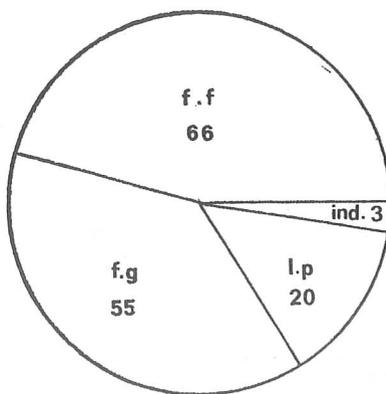
S	SIEGES
(Union des Démocrates pour la République)	184
(Républicains Indépendants)	54
es	23
teurs	31
majorité	14
quette	2
anche	3
cialiste et Radicaux de gauche	100
mmuniste	73
gauche	3



**DE**

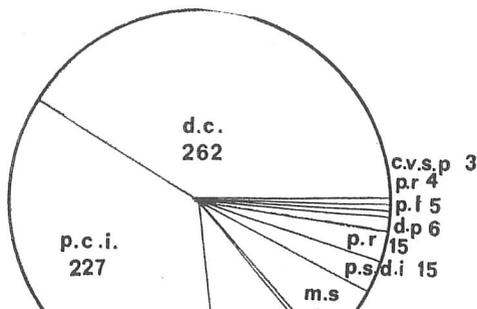
Composition du Dáil Eireann (Chambre Basse)

S	SIEGES
Fáil (Conservateurs nationalistes)	66
el (Conservateurs modérés)	55
(Parti travailliste)	20
dents	3



Composition de la Chambre des Députés (Camera dei Deputati)

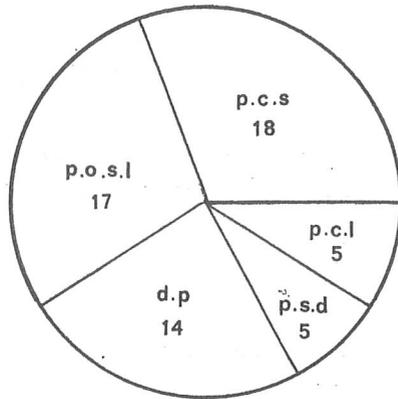
S	SIEGES
atie chrétienne	262
mmuniste italien	227
cialiste italien	57
ent social italien / Droite nationale	35
olétaire	1
cial démocrate italien	15
ublicain	15



## EMBOURG

Composition de la Chambre des Députés

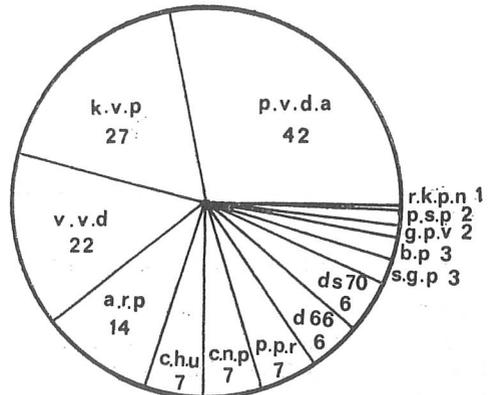
PARTIS	SIEGES
(Parti chrétien-social)	18
(Parti ouvrier socialiste luxembourgeois)	17
(Parti démocratique libéral)	14
(Parti social-démocrate)	5
(Parti communiste luxembourgeois)	5



## S-BAS

Composition de la Deuxième Chambre (Tweede Kamer)

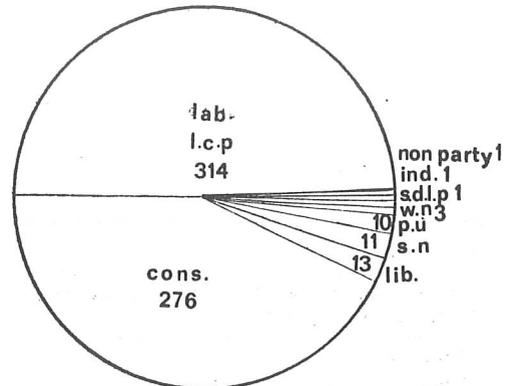
PARTIS	SIEGES
(Parti du Travail (P.V.D.A.))	43
(Parti catholique populaire (K.V.P.))	27
(Parti de la liberté et de la démocratie libérale) (V.V.D.)	22
(Parti anti-révolutionnaire (A.R.P.))	14
(Parti chrétienne historique (C.H.U.))	7
(Parti communiste (C.P.N.))	7
(Parti radical (P.P.R.))	7
(Parti des démocrates)	6
(Parti des démocrates socialistes)	6
(Parti réformé national (S.G.P.))	3
(Parti des paysans (B.P.))	3
(Parti des réformés (G.P.V.))	2
(Parti socialiste pacifiste (P.S.P.))	2
(Parti catholique-romain (R.K.P.N.))	1



## BAUME-UNI

Composition de la Chambre des Communes (House of Commons)

PARTIS	SIEGES
(Parti travailliste (Labour Party) et pour and Corporative Party)	314
(Parti conservateur (Conservative Party))	276
(Parti libéral (Liberal Party))	13
(Parti unioniste *)	10
(Parti Democratic and Labour Party *)	1
(Parti indépendant *)	1
(Parti Irish Nationalists)	11
(Parti Nationalists)	3
(Parti inscrit)	1
(Parti députés d'Irlande du Nord)	



Le texte de cette fiche est basé sur l'article de MM. J.F. CHAUEAU et P. DUTAC, « Les partis politiques en Europe occidentale », paru dans le n° 5 de DOCUMENTS POUR L'ENSEIGNEMENT (février 1973).

Les éclaircissements utiles et des modifications indispensables y ont été apportés par M. A. DECKER

# Les partis politiques Europe (II)

## Autriche

La vie politique autrichienne est dominée par le socialisme. Les deux grands partis qui dominent la scène politique se rattachent aux courants socialiste et chrétien-social.

**Parti socialiste autrichien** (Sozialistische Partei Österreichs - S.P.Oe.).

On peut comparer le S.P.Oe. au S.P.D. allemand. Le parti socialiste est, en effet, nettement socialiste et gestionnaire. De parti strictement chrétien, il est devenu « le parti de tous les travailleurs » et gagne dans les villes où le secteur tertiaire se développe. Le S.P.Oe. compte 700.000 membres répartis dans les organisations locales, provinciales et fédérales. La force de ce parti réside donc dans ses membres, et à cet égard c'est un des plus importants de l'Internationale Socialiste. Le renouvellement idéologique amorcé depuis 1958, qui modifie son image publique et le rend plus dynamique, lui attire les suffrages d'une partie des jeunes. Le S.P.Oe. agit surtout sur les ouvriers et les employés qualifiés et il opère en collaboration étroite avec la Confédération des Syndicats autrichiens (plusieurs millions d'affiliés), dont les plus hauts fonctionnaires sont des socialistes. Enfin, la vie

**Parti populiste autrichien** (Oesterreichische Volkspartei - Oe.V.P.).

Le parti populiste est, au point de vue doctrinal, proche des démocraties chrétiennes des autres pays d'Europe occidentale. Il faut insister sur son caractère fondamentalement anti-marxiste. Son organisation fondée sur les groupements professionnels en fait un parti peu centralisé. Conformément à la structure territoriale de l'Autriche, le parti comprend des organisations provinciales, des organisations d'arrondissement et des organisations communales. Il s'efforce d'harmoniser les intérêts des différents groupes sociaux et rassemble plusieurs ligues d'ouvriers, d'employés, d'agriculteurs et d'entrepreneurs. Depuis 1971, le Volkspartei se trouve dans l'opposition.

**Parti libéral autrichien** (Freiheitliche Partei Österreichs - F.P.Oe.).

Le parti libéral est conservateur et anti-marxiste. Il veut « présenter un profil à la fois progressiste et anti-collectiviste et s'adresser au citoyen travailleur qui est prêt à payer de sa personne pour défendre la liberté et qui ne sacrifie pas ses objectifs personnels à une fausse sécurité collective ».

**Parti communiste autrichien** (Kommunistische Partei Österreichs - K.P.Oe.).

En 1967, le système politique grec était une monarchie parlementaire (comme en Bretagne). Mais à partir du 21 avril 1967, la politique normale fut interrompue pendant six mois par la dictature des colonels. Après leur chute (juillet 1974), Constantin Karamanlis proclama en 1975 un référendum pour le rétablissement de la république ; il obtint une majorité de 69 % des voix.

Les partis politiques qui existaient depuis des années, ainsi que des formations nouvelles créées pendant la résistance à la dictature, sont présentés aux élections législatives de 1974.

#### **NOUVELLE DEMOCRATIE (ND)**

Ce parti résulte de l'évolution de l'ancien parti libéral de Grèce, qui portait le nom de Union Nationale Radicale et qui avait Constantin Karamanlis pour chef. Après la dictature, il prit le nom de « Nouvelle Démocratie », parce que sa position politique du parti, jusqu'alors à gauche, se rapprochait du Centre. Il ressemble à la Démocratie Chrétienne. Sa philosophie consiste à l'opposition à toutes les positions extrémistes. La liberté économique selon lui, aller de pair avec la liberté politique. Quant à la politique des revenus, il défend une plus large répartition de la richesse entre les classes populaires. En politique étrangère, il défend l'indépendance nationale, la liberté du territoire et l'entrée de la Grèce dans la Communauté Européenne ; il croit que l'Union Européenne contribuera à la protection des valeurs morales du monde occidental et, tout d'abord, à la sauvegarde des principes démocratiques.

Le président est M. Constantin Karamanlis.

#### **UNION DEMOCRATIQUE DU CENTRE (EDHK)**

Ce parti politique provient de l'ancien parti libéral (1910), qui a été plusieurs fois au gouvernement et jusqu'en 1964 avec Georges Papanastasiou comme Premier Ministre (54 % des voix). Un profond désaccord entre lui et le roi Constant II entraîna la démission du Gouvernement. Après la tentative du roi, plusieurs gouvernements se succédèrent jusqu'au coup d'Etat des colonels. Les opinions politiques de l'Union Démocratique du Centre correspondent à celles des partis sociaux-démocrates européens : des réformes sociales en matière de santé, d'éducation, de logement et d'assurances sociales et l'abolition des grands monopoles. En politique étrangère, ce parti défend une politique indé-

#### **III. MOUVEMENT PANHELLENIQUE SOCIALISTE (PASOK)**

Le PASOK a été fondé en septembre 1974 par le Mouvement Panhellénique de Libération (Organisation de résistance contre la dictature) et par d'autres partis socialistes indépendants de la résistance. D'orientation marxiste non dogmatique, il demande l'indépendance nationale, la souveraineté populaire et la libération sociale selon une procédure démocratique. Il est contre l'OTAN et contre l'entrée dans la Communauté Européenne, parce qu'il croit que le peuple grec doit être libre de décider seul dans les domaines économique, politique et culturel.

Son président est M. André Papandreou.

#### **IV. PARTI COMMUNISTE GREC (KKE)**

Fondé en 1918 comme parti Socialiste des Travailleurs de Grèce, il prit le nom de KKE en 1922. Il suit les principes du marxisme-léninisme internationaliste prolétaire. Depuis sa création, il s'est trouvé presque toujours dans une situation d'illégalité et ce n'est qu'en juillet 1974, qu'il est devenu légal. Bientôt il tiendra son Xe congrès, le premier dans des conditions légales.

Son secrétaire général est M. Charilaos Florakakis.

#### **V. PARTI COMMUNISTE GREC DE L'INTERIEUR (KKE-ES)**

En février 1968, lors de la 12<sup>e</sup> assemblée du parti communiste grec, quelques membres se sont retirés et ils ont formé le « Parti communiste grec de l'intérieur ». Sa ligne est à peu près la même que celle des partis communistes d'Italie et d'Espagne. L'année dernière, il a tenu son premier congrès.

Son secrétaire général est M. Charalambos Drakopoulos.

#### **VI. UNION DEMOCRATIQUE DE GAUCHE (EDA)**

Ce parti a joui d'une existence légale pendant toute la période où le parti communiste était interdit. En 1958, il a obtenu 80 sièges. Son programme : une large démocratie de gauche.

Son président est M. Elie Iliou.

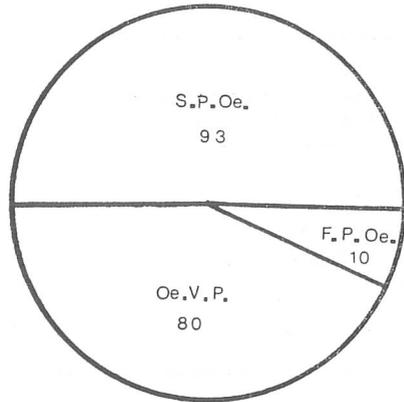
#### **NORVEGE**

Le clivage entre les partis socialistes et non socialistes a été la principale caractéristique de la politique norvégienne depuis le milieu des années soixante. Les gouvernements travaillistes ou non socialistes se sont relayés au pouvoir. Lors du référendum de l'automne 1972, les Norvégiens se prononcèrent contre l'adhésion au

## GRÈCE

Composition du Nationalrat (Conseil National)

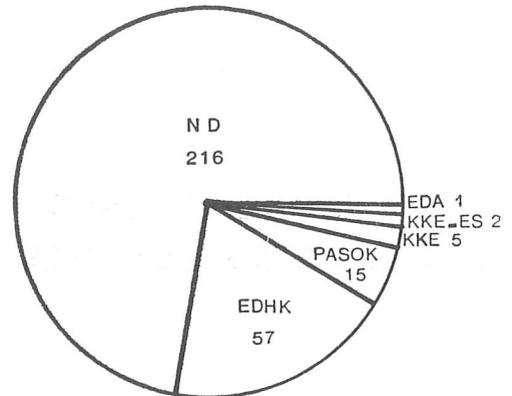
PARTIS	SIEGES
socialiste (S.P.Oe.)	93
populiste (Oe.V.P.)	80
libéral (F.P.Oe.)	10



## GRÈCE

Composition du Parlement

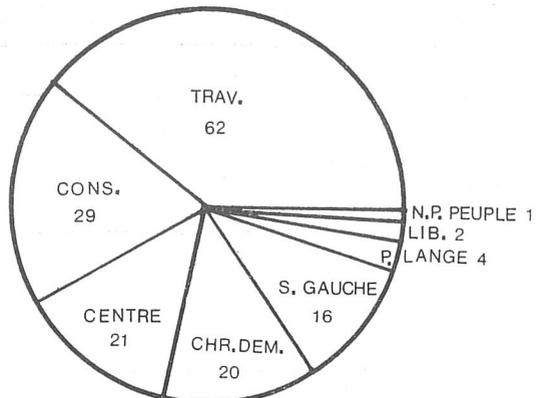
PARTIS	SIEGES
Nouvelle Démocratie (ND)	216
Démocratique du Centre (EDHK)	57
Mouvement Panhellénique Socialiste (PASOK)	15
Communiste Grec (KKE)	5
Communiste Grec de l'Intérieur (KKE-ES)	2
Démocratique de Gauche (EDA)	1



## NORVÈGE

Composition du Storting (Grande Assemblée)

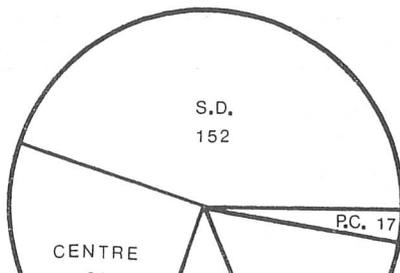
PARTIS	SIEGES
travailliste	62
conservateur	29
du Centre (Agrarien)	21
chrétien démocrate	20
socialiste de gauche	16
de M. Anders Lange	4
libéral	2
peu parti du peuple	1



## NORVÈGE

Composition du Riksdag (Assemblée du Royaume)

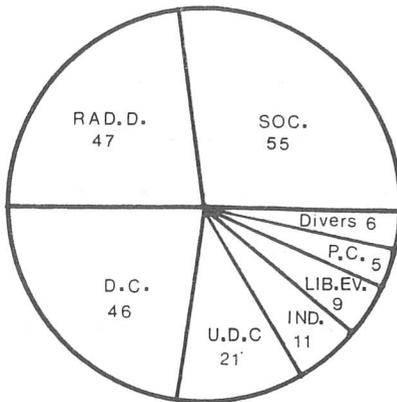
PARTIS	SIEGES
social-démocrate (S.D.)	152
du Centre	86
conservateur	55



**SE**

**Composition du Conseil National**

PARTIS	SIEGES
Socialiste	55
Radical démocrate	47
Démocrate chrétien	46
Démocratique du Centre	21
Indépendant	11
Libéral et évangélique	9
du travail - parti socialiste autonome (P.C.)	5
	6

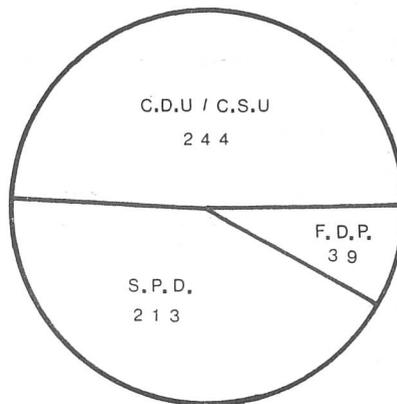


**À JOUR DE LA FICHE « LES PARTIS POLITIQUES EN EUROPE (I) » (19/1, JUILLET-SEPTEMBRE 1976)**

**REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE**

**Composition du Bundestag**

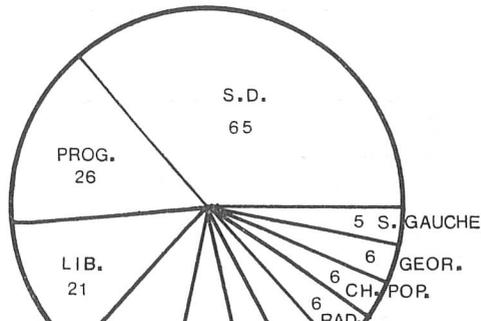
PARTIS	SIEGES
Démocrate chrétien (C.D.U.) et chrétien social (C.S.U.)	244
Social-démocrate (S.P.D.)	213
Libéral (F.D.P.)	39



**DANEMARK**

**Composition du Folketing (Assemblée du peuple)**

PARTIS	SIEGES
Social-démocrate	65
du progrès	26
Libéral	21
conservateur	15
du Centre démocrate	11
socialiste du peuple	7
communiste	7
radical	6



change avec les Communautés européennes. Aux élections de 1973, les partis socialistes ont obtenu une majorité d'une seule voix au Parlement. Soutenu par les socialistes de gauche, le travailliste forma un gouvernement minoritaire et est au pouvoir depuis lors. Les résultats des élections de 1973 ont montré, chez presque tous les partis établis, un net recul alors que les autres partis de droite et de gauche obtinrent des sièges au Parlement. Plus tard, lors des élections locales, les gagnants de 1973 ont vu leur régressé et les partis traditionnels ont vu leur influence. D'un côté, nous avons les sociaux-démocrates ou le parti travailliste, et de l'autre les partis non socialistes, fractionnés en petits partis. Après une victoire aux élections, les petits partis ont été capables de coopérer et de former un gouvernement de coalition. Le plus grand de ces petits partis est le parti conservateur, qui s'appuie sur le libéralisme et l'idéologie libérale-religieuse ainsi que sur ceux qui s'intéressent plus particulièrement aux problèmes agricoles ou aux intérêts de la pêche, des petits.

E

On retrouve en Suède la classique division des partis politiques : conservateurs, libéraux et sociaux-démocrates. On peut y ajouter un quatrième, le « parti agrarien », qui a gagné de plus en plus de voix pendant ces dix dernières années. Avec les paysans, les artisans et les petites entreprises, le parti a été défendus par ce parti qui, dans de nombreuses circonscriptions, a pris le pas sur les conservateurs et les libéraux. Pour bien distinguer la nouvelle tendance du parti, il a été nommé parti du centre. Il est devenu le parti le plus important des partis non socialistes.

En 1932 à 1976, les sociaux-démocrates ont exercé le pouvoir, sauf lors d'une courte période entre l'été 1936. Ils ont dominé la vie politique pendant ce siècle. Les trois partis non socialistes (le parti libéral, le parti libéral et le parti du centre) n'ont jamais réussi à avoir un premier ministre et ont vu leurs rangs pendant ces années. Après les élections de politique sociale-démocrate, les partis socialistes ont gagné les élections de septembre 1976. Une coalition tripartite conduite par le parti du parti du centre, Thorbjörn Fälldin, a exercé le pouvoir. Les sociaux-démocrates ont vu que leur échec est dû surtout à leur manque de cohésion concernant le développement de centrales nucléaires. Les partis non socialistes ont vu qu'un certain nombre d'incidents ou de scandales, comme celles des impôts d'Astrid Lindgrén et d'Ingmar Bergman, ont décidé des élections. De nombreux électeurs ont jugé que les sociaux-démocrates étaient devenus trop conservateurs et que le temps était venu de

I. - Les grands partis (conservateurs, libéraux, sociaux-démocrates, membres du parti du centre et socialistes)

Les structures de ces partis ont des caractéristiques communes, quelle que soit leur idéologie. A peu près tous sont des formations de masse fortement organisées, tout spécialement au niveau local, ce qui leur donne une grande stabilité. Au sommet d'une structure pyramidale, un comité exécutif exerce le pouvoir réel. Cependant le rôle des comités locaux n'en est pas moins important car les partis dépendent des activités et des contributions de leurs membres. Tous les partis obtiennent un soutien considérable du Parlement et des communautés locales. La presse est également subventionnée par l'Etat. Ces activités sont multiples et assurent la publicité des partis. Ainsi les partis essaient constamment d'augmenter le nombre de leurs adhérents. Les syndicats, les foyers de travailleurs, les associations de femmes, de jeunes et d'étudiants sont rattachés aux différents partis. Les syndicats ont des rapports étroits avec les sociaux-démocrates et contribuent pour une bonne part au financement du parti. De nombreux syndicats affilient leurs adhérents au parti social-démocrate, ce qui est particulièrement critiqué par les autres partis. Si ce développement fortement horizontal permet une direction et une propagande efficaces, il facilite aussi l'organisation d'activités culturelles. L'éducation civique, politique et sociale est encouragée par les partis politiques qui créent des groupes d'études, des écoles supérieures populaires (folk highschoools) et des centres de formation pour leurs propres dirigeants. Il faut cependant observer que les partis libéral et conservateur sont moins structurés que le parti socialiste. Quant au parti du centre, il est soutenu par l'organisation des coopératives paysannes et il est le parti le mieux organisé des partis non socialistes.

On retrouve dans l'évolution des grands partis certaines similitudes. En effet, les sociaux-démocrates, le parti du centre, les libéraux et les conservateurs ont progressivement modéré la primauté de l'idéologie ; ils essaient de présenter les mêmes thèmes mais en en modulant l'importance. Poussés par la nécessité de former des gouvernements de coalition, tous les partis sont disposés à accepter des compromis. Ceci est particulièrement vrai pour les partis conservateur, libéral et du centre, qui essaient de coopérer pour contre-balancer les sociaux-démocrates.

II. - Les petits partis

En Suède, il n'existe pas de partis représentant des minorités nationales ou confessionnelles. Un parti confessionnel a vainement essayé de gagner quelques sièges au Parlement à l'occasion des dernières élections. Les problèmes religieux jouent un très petit rôle dans la politique suédoise.

Les sociaux-démocrates ont réussi à priver les communistes de toute influence réelle. Pour avoir un siège au Parlement, un parti doit obtenir au minimum 4% des voix, et lors des dernières

trait fondamental de la vie politique suisse certainement sa forte localisation. Les cantons ont des caractéristiques individuelles et des particularités qui rendent toute généralisation impossible. Si les différences linguistiques peuvent être tenues pour négligeables dans l'étude des partis politiques, les différences confessionnelles ont une certaine importance. D'autre part, les partis politiques sont inégalement représentés sur tout le territoire ; certains cantons peuvent être dominés principalement par un parti, et certains partis peuvent n'être implantés que dans quelques cantons.

**Le parti radical démocrate** est le seul à être représenté dans tous les gouvernements fédéraux. Il est aventureux de le désigner comme le parti de la bourgeoisie urbaine non libérale, car son audience et son support géographique varient suivant les cantons. Il se rapprochait originellement comme l'équivalent des partis libéraux radicaux dans les autres pays européens, c'est-à-dire comme le défenseur de la libre entreprise, anticlérical et nationaliste. Il compte ses membres dans toutes les couches de la population : intellectuels, professions libérales, fonctionnaires, personnel ouvrier, agriculteurs.

**Le parti démocrate chrétien** se veut représentatif des chrétiens catholiques. Toutefois, son caractère peut paraître incertain, en tant que parti confessionnel. Le parti démocrate chrétien est très attaché à la défense des intérêts des cantons et son action se développe principalement à ce niveau. Il trouve audience dans les professions libérales, la fonction publique et, dans certaines régions, dans les milieux agricoles.

#### **Le parti socialiste**

Contrairement aux autres partis, l'organisation du parti socialiste au niveau fédéral est beaucoup plus importante que sur le plan local. Son programme revendique la redistribution des richesses et défend le principe de l'amélioration des garanties sociales accordées aux travailleurs. Ses positions sont nuancées en fonction des conditions et des problèmes rencontrés.

Le texte de cette fiche est basé sur l'article de MM. J.F. CHAUVEAU et P. DUTAC, « Les partis politiques en Europe occidentale », paru dans le n° 5 de DOCUMENTS POUR L'ENSEIGNEMENT (février 1973).

Les éclaircissements, des compléments et des modifications indispensables y ont été apportés par M. HAMMARSTRÖM (Upsala), Mme S. MAVROULIA (Athènes), MM. S. MOSER (Bournens) et M. AFTOPOULOS (Athènes).

Les tableaux et graphiques ont été réalisés par Mlle N. NICOLAS.

Il n'existe aucun lien organique entre le parti et les syndicats ; cependant, ils se considèrent comme des alliés naturels.

#### **4) L'Union démocratique du Centre** (ancien P.A.B. - Paysans, Artisans, Bourgeois).

L'U.D.C. est une ramification du parti radical, orienté plus à droite. Sa clientèle électorale dépasse les agriculteurs pour s'étendre aux fonctionnaires et aux classes moyennes conservatrices, protestantes et protectionnistes. Il est surtout implanté dans certaines régions de la Suisse alémanique.

#### **5) Indépendants**

Ce parti, étroitement lié à une grande organisation de vente, a des succursales multiples, a des points de ressemblance avec le Poujadisme. Il constitue à peu près la seule opposition structurée, au niveau fédéral. A l'origine, simple organisation de défense des consommateurs, il s'est constitué en parti et cristallise dans divers milieux des oppositions diverses et variables selon les problèmes posés.

**6) Le parti libéral** représente la haute bourgeoisie protestante. On peut le considérer comme l'aile droite des radicaux. Implanté dans 3 cantons de la Suisse française, il a en quelque sorte un équivalent dans le petit « parti évangélique » en Suisse orientale. Tous deux constituent l'un des « groupes » des chambres fédérales.

#### **7) Le parti du travail** (communiste)

Ce parti est divisé en plusieurs chapelles très opposées.

#### **8) L'extrême droite**

L'Action nationale et le parti Républicain libéral d'inspiration xénophobe cherchent à obtenir la réduction du nombre des étrangers et le maintien d'un certain traditionalisme helvétique. C'est l'élément marquant de leur programme.

#### **9) Divers.**

# Liste récapitulative des problèmes et des objectifs de l'Unesco pour les années 1977-1982

## Problème I

### PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME

- 1.1 Promotion de la recherche sur les mesures destinées à garantir les droits de l'homme, et sur les manifestations, causes et effets de la violation des droits de l'homme, en particulier le racisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, et l'apartheid, ainsi que sur le respect des droits à l'éducation, à la science, à la culture et à l'information et développement de l'action normative en vue de donner effet à ces droits
- 1.2 Promotion de l'appréciation et du respect de l'identité culturelle des individus, des groupes, des nations et des régions
- 1.3 Amélioration de la condition de la femme
- 1.4 Développement des activités d'aide aux réfugiés et aux mouvements de libération nationale dans les domaines de compétence de l'Unesco
- 1.5 Promotion de l'enseignement et de l'éducation ainsi que d'une information plus large dans le domaine des droits de l'homme

## Problème II

### RENFORCEMENT DE LA PAIX

- 2.1 Promotion des recherches sur la paix, en particulier sur les manifestations de violation de la paix, les causes empêchant sa réalisation, les voies et moyens permettant de les éliminer et les mesures à prendre pour maintenir et renforcer une paix juste, durable et constructive au niveau des groupes, des sociétés et du monde
- 2.2 Promotion de l'étude du rôle du droit international et des organisations internationales dans l'instauration d'un ordre mondial pacifique
- 2.3 Développement de programmes scolaires et extrascolaires ainsi que d'une information conçus pour promouvoir la paix et la compréhension internationale

## Problème III

### L'HOMME EN TANT QUE CENTRE DU DEVELOPPEMENT

- 3.1 Promotion de l'élaboration d'une interprétation globale et multidisciplinaire du développement, tenant compte des interrelations entre les différents facteurs qui y contribuent et en sont affectés en retour
- 3.2 Etudes des conditions socioculturelles, des systèmes de valeurs, des motivations et des modalités de participation des populations pouvant favoriser des processus de développement endogènes et diversifiés, répondant aux réalités et aux besoins des différentes sociétés
- 3.3 Contribution au développement des infrastructures et des programmes de sciences sociales en vue d'augmenter la capacité des différentes sociétés à éclairer la solution des problèmes sociaux et humains
- 3.4 Mise au point et application d'outils et de méthodes d'analyse socio-économique et de planification du développement
- 3.5 Promotion d'une participation plus large à la vie culturelle et encouragement aux activités culturelles endogènes
- 3.6 Stimulation de la créativité artistique et intellectuelle

## Problème IV

### L'APPLICATION DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE DANS L'INTERET DE L'HOMME ET DE LA SOCIETE

- 4.1 Etude des interactions entre la science, la technologie et la société, ainsi que des conséquences de l'évolution scientifique et technique pour l'homme, dans la perspective d'un développement à long terme de la science et de la technologie en rapport avec le progrès social et l'évolution des modes de vie

- 4.2 Promotion de l'élaboration et de l'application de politiques et amélioration de la planification et du financement dans les domaines de la science et de la technologie
- 4.3 Développement de l'enseignement et de la recherche scientifiques et technologiques et promotion de la coopération internationale et régionale dans le domaine de la science et de la technologie en vue de l'accroissement des capacités endogènes de création scientifique et technologique, permettant notamment l'élaboration de technologies appropriées ou l'adaptation de technologies existantes
- 4.4 Développement d'une meilleure compréhension de la nature, de la science et de la technologie et de leur rôle dans une société en mutation, par l'amélioration et l'extension de leur enseignement dans l'éducation scolaire et extrascolaire et par la promotion de l'information du public dans ces domaines

#### Problème V

##### ACTION EDUCATIVE POUR REpondre AUX BESOINS DE L'INDIVIDU ET AUX EXIGENCES DE LA SOCIETE DANS LA PERSPECTIVE DE L'EDUCATION PERMANENTE ET DANS LE CADRE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL

- 5.1 Promotion de l'élaboration et de la mise en oeuvre de politiques et amélioration de la planification dans le domaine de l'éducation
- 5.2 Amélioration de l'administration et de la gestion de l'éducation
- 5.3 Contribution à la mise en place de structures éducatives complètes, diversifiées et souples
- 5.4 Amélioration des contenus, méthodes et techniques d'éducation
- 5.5 Promotion de la formation des personnels de l'éducation
- 5.6 Promotion et intensification de l'éducation des adultes
- 5.7 Promotion du rôle de l'enseignement supérieur dans la société

#### Problème VI

##### AMELIORATION QUANTITATIVE ET QUALITATIVE DES CHANCES QU'ONT CERTAINS GROUPES DE REALISER LEUR POTENTIEL INDIVIDUEL ET SOCIAL

- 6.1 Intensification de la lutte contre l'analphabétisme

- 6.2 Extension de la contribution de l'Unesco au développement rural intégré
- 6.3 Promotion de la participation de la femme au développement économique, social et culturel
- 6.4 Développement du rôle de la jeunesse dans l'action éducative, sociale et culturelle
- 6.5 Contribution à l'élaboration d'approches concertées face aux disharmonies sociales

#### Problème VII

##### L'HOMME ET SON ENVIRONNEMENT

- 7.1 Amélioration de la compréhension des processus régissant l'évolution de l'écorce terrestre, eu égard en particulier à l'origine, à l'ampleur et à l'utilisation rationnelle des ressources minérales et énergétiques de la terre
- 7.2 Amélioration des connaissances relatives aux ressources biologiques terrestres et aux relations entre l'activité humaine et les écosystèmes terrestres
- 7.3 Amélioration des connaissances relatives aux ressources en eau et élaboration de la base scientifique nécessaire pour comprendre les relations entre l'activité humaine et le régime hydrologique et pour développer une gestion rationnelle des ressources en eau
- 7.4 Développement de la base scientifique nécessaire pour comprendre et pour améliorer les relations entre l'homme et les systèmes naturels marins, océaniques et côtiers
- 7.5 Amélioration des connaissances sur les aspects écologiques, sociaux, éthiques et culturels des rapports entre l'homme et son environnement et recherche d'une meilleure conception des établissements humains
- 7.6 Promotion de la préservation et de la mise en valeur du patrimoine culturel et naturel de l'humanité
- 7.7 Contribution, par l'éducation générale et l'information du public, à l'amélioration des comportements individuels et collectifs à l'égard de l'environnement humain, ainsi qu'à la perception de sa qualité

#### Problème VIII

##### LA POPULATION

- 8.1 Développement des connaissances relatives aux phénomènes de population et sensibilisation à ces questions

Problème IX

COMMUNICATION ENTRE LES PERSONNES  
ET ENTRE LES PEUPLES

- 9.1 Promotion d'une circulation libre et équilibrée de l'information et des échanges internationaux
- 9.2 Promotion du droit d'auteur ainsi que de l'accès aux oeuvres protégées par le droit d'auteur
- 9.3 Promotion d'une meilleure compréhension et appréciation du processus et du rôle de la communication dans la société, ainsi que de normes professionnelles élevées
- 9.4 Promotion des politiques, des infrastructures et de la formation dans le domaine de la communication et encouragement d'une meilleure utilisation des media à des fins sociales

Problème X

TRANSFERT ET ECHANGE  
D'INFORMATIONS

- 10.1 Développement et promotion des systèmes et services d'information aux niveaux national, régional et international
- 10.2 Amélioration de la collecte et de l'analyse des données statistiques, des méthodes, des techniques et de la comparabilité internationale des statistiques pour servir à la planification, la recherche, l'administration et l'évaluation

Problème XI

SOUTIEN DU PROGRAMME, INFORMATION  
DU PUBLIC, COMMISSIONS NATIONALES